

La politique étrangère émirienne comme
dynamique de contre-révolution dans les pays du
printemps arabe.

□ السياسة الخارجية الإماراتية كديناميكية للثورة المضادة
في دول الربيع العربي

Mouloud Souilah, Université de Jijel
msouilah2002@yahoo.fr

Reçu le: 06/02/2021

Accepté le: 04/05/2021

Abstract :

The article deals with the question of the foreign policy of a small state, in this case the United Arab Emirates, which has set itself the objective of containing the revolutions of the Arab Spring and their destabilizing repercussions on Arab authoritarianisms, to their head, the Abu Dhabi regime. To do so, the Emirati have developed a regional dynamism which is based on significant tools of influence: economic diplomacy, lobbying, disinformation, militarization of their diplomacy, financing of rebel movements, recruitment of militias and private security companies ... in short, a whole arsenal, which mixes between soft power and hard power, and which aims to defeat political Islam and to break up civil society in the countries of the Arab Spring (as in Tunisia and Egypt).

As a result, the problem addressed in the article will be: Analyze and understand how a small country knew and was able to accumulate this power and influence which greatly impinges on its true capacities, given its dimension and demographics, which is in itself one of the topics that can provide Analysis of the foreign policy sector, especially with regard to small states.

keywords : Arab Emirates, Arab Spring, Bin Zayed, militias, lobbying.

□

ملخص:

يناقش المقال السياسة الخارجية لدولة صغيرة، أي الإمارات العربية المتحدة، التي وضعت لنفسها هدف احتواء ثورات الربيع العربي و انعكاساتها المُهدّدة لاستقرار التسلطيات العربية، و على رأسها، أبو ظبي. من أجل ذلك، طوّرت الإماراتيون ديناميكية إقليمية تتمفصل حول أدوات نفوذ متكاملة: الدبلوماسية الاقتصادية، اللوبيات، التضليل الإعلامي، عسكرية الدبلوماسية، تمويل الحركات المتمردة، توظيف الميليشيات و مؤسسات الأمن الخاصة،... باختصار ترسانة تمزج في خليط معقد بين القوة الناعمة و القوة الصلبة، و الذي يستهدف إفضال الإسلام السياسي و هزيمته، و كسر المجتمع المدني في دول الربيع العربي (كتونس و مصر)، و هو ما يسمح بإعادة بعث الأنظمة التسلطية التي كانت، لفترة قصيرة، أكبر حليف للموناركيات الخليجية.

وعليه، ستكون الإشكالية التي يعالجها المقال هي: تحليل و فهم كيف لدولة صغيرة عرفت و استطاعت مُراكمة هذه القوة و النفوذ اللذان يتعديان كثيرا قدراتها الحقيقية، بالنظر لحجمها و ديموغرافيتها، و هو ما يشكل بحد ذاته أحد المواضيع التي يمكن أن تقدّم إضافات فعلية في قطاع تحليل السياسة الخارجية، خاصة و أن الأمر يتعلق بالدول الصغيرة.

الكلمات المفتاحية: الإمارات العربية- الربيع العربي- ابن زايد- الميليشيات- اللوبيات.

Introduction

Les Printemps Arabes, qui ont commencé le 17 décembre 2010 en Tunisie, ont rabattu les cartes régionales au Moyen-Orient en transformant les dynamiques géostratégiques et en faisant émerger de nouvelles considérations sécuritaires pour les acteurs de la région. La chute ou la déstabilisation de régimes forts comme ceux de la Libye, de la Tunisie, de l'Égypte, ou de la Syrie ont entraîné la dissémination du chaos et avec elle la crainte d'un embrasement généralisé par l'effet « domino ». (<https://bit.ly/3bf9YK4>) Pour se prémunir contre toute déstabilisation interne que pouvait déclencher l'islam politique aux Emirats, Abou Dhabi a adopté une politique étrangère active guidée par une dynamique clairement contre révolutionnaire dans les pays du printemps arabe. Le rôle émirati en Libye doit être considérés comme une tentative de maintenir la stabilité régionale du Golfe. (voir :Jean-Marc Rickli, 2016). Il y'a clairement une volonté des émiratis de façonner leur environnement immédiat pour mieux le contrôler. (voir : Aude Thomas, 2020)

Le fil conducteur de cette dynamique contre-révolutionnaire émirienne est la nécessité absolue pour Abu-Dhabi d'endiguer la vague démocratique qui ne cesse de secouer les régimes autoritaires arabes en place. Pour se faire, l'émirat a mis en place une vraie politique étrangère agressive basée sur une militarisation de tous les pans de cette politique. Et comme l'a décrit Bill Law, analyste du Moyen-Orient et spécialiste des pays du Golfe, « La petite Sparte a déclaré sa préférence pour les bombes par rapport aux mots » (<https://bit.ly/2XjAVUV>), et comme l'a bien indiqué un des rédacteurs du New York Times Magazine, Robert F. Worth, « pour Mohamed Ben Zayed, l'autoritarisme est l'avenir du Proche-Orient. » (<https://bit.ly/3bqPdeq>). Les émiratis se sont engagés dans une sorte de couverture stratégique comme troisième alternative à la confrontation directe ou à une dépendance excessive à des pays plus forts. (voir : El-Dessouki, A, & Mansour, O. R, 2020) Cet engagement a pour visée le renforcement de leur influence régionale, soutien d'une gouvernance autocratique, et faire des états du printemps arabe des états-clients. (voir : Tarek Megerisi, 2020).

Contexte géopolitique

On peut caractériser ce contexte par :

- Le renversement des autocrates les plus en vue qui étaient des facteurs structurants du statut quo pré-printemps arabe (Moubarak, Ben Ali, Ali Saleh, Kadhafi).
- La montée en puissance de l'islam politique et la prise du pouvoir (Tunisie, Egypte) représenté par les frères musulmans. Pour les dirigeants émiriens, la Confrérie et toute forme d'islam politique sont taxés de terrorisme. (Emma Soubrier, 2020, p. 63) À la fin des années 2000, le contexte du Printemps arabe et les soi-disant liens entre la confrérie émirienne et son homologue égyptienne qui prenait le pouvoir au Caire par les urnes, ont fait précipiter en 2012 une campagne de répression et d'arrestations des membres de la confrérie. (Philippe Gunet, 2017, p. 28) Donc, les émiriens considèrent les Frères musulmans comme une menace sérieuse pour la stabilité du régime dans leur pays et combattent l'organisation et ses groupes affiliés dans tout le

monde arabe. Les partenaires privilégiés des EAU dans la politique régionale sont des dirigeants autoritaires qui ont une vision critique de l'islam politique et combattent les Frères musulmans. (voir : Guido Steinberg, 2020)

- Le rôle central et hégémonique des milices djihadistes dans les pays où le printemps arabe a pris une tournure violente (Libye, Syrie, Yémen).
- L'entrée fracassante de l'« État islamique en Irak et au Levant » (ISIS) sur le théâtre moyen-oriental, et l'instabilité engendrée par l'autorité qui l'a représenté sur un territoire qui s'étendait de l'Irak jusqu'à la Syrie.
- L'influence grandissante de l'Iran qui a réussi à mettre la main sur quatre capitales arabes (Baghdâd, Beyrouth, Damas, Sanaa) en exploitant le vide géostratégique de l'après-2011.

Dans ce contexte de désordre et d'instabilité généralisée, MBZ perçoit l'obligation pour tous les régimes conservateurs de la région à édifier *le parti de l'ordre* (voir : <https://bit.ly/2Xhtldq>) qui régnera du golfe persique jusqu'au Maroc, et c'est ce qui pousse Abou Dhabi à adopter un *hard power* très prononcé. (<https://bit.ly/381383X>).

Récit, Désinformation et Lobbying émirien au service de la contre révolution

La pierre angulaire des efforts émiratis pour faire échec au printemps arabe était son récit narratif très clair sur l'anti-islamisme et de contre terrorisme, et la nécessité d'édifier *le parti de l'ordre* par la reproduction des autoritarismes arabes. Pour se faire, Abou Dhabi n'hésite pas à recourir au *soft power* pour défendre ses positions et sa vision des dangers qu'elle véhicule en occident.

Pour Andreas Krieg, chercheur spécialiste des stratégies de défense dans le Golfe, Abou Dhabi mène une vraie campagne de lobbying à Bruxelles (comme la société de communication Westphalia Global et des think tanks tel le Bussola Institute, qui promet de fournir à Abu Dhabi une plaque tournante pour légitimer son récit de stabilité autoritaire) en faveur de l'autoritarisme dans le monde arabe et contre tout réveil des sociétés civiles. (<https://bit.ly/2Xhtldq>)

Pour Abu Dhabi, la diabolisation de l'islamisme est basée sur une peur profondément enracinée au sein du centre du pouvoir autour de MBZ et une peur de l'activisme de la société civile. Depuis le printemps arabe, les responsables des EAU ont été à l'avant-garde de l'utilisation de leur récit d'« anti-islamisme » et de « contre-terrorisme » comme moyen de réprimer la société civile au pays et dans la région. (<https://bit.ly/3bf8kYU>) Andreas Krieg écrit :

« Les EAU ont construit un vaste réseau de désinformation dans la région et en Occident, qui va au-delà du lobbying conventionnel. Faisant la tête de la campagne contre-révolutionnaire pour restaurer un régime autoritaire dans le monde arabe après le printemps arabe, Abu Dhabi a activé un réseau de désinformation composé de médias, de réseaux de trolls et de robots, de groupes de réflexion et de décideurs politiques pour non seulement mener une diplomatie publique, mais aussi vendre à la région et l'Occident un récit de « stabilité autoritaire ». Ce récit présente l'islam politique comme terrorisme et la société civile dans le monde arabe comme déstabilisatrice » (<https://bit.ly/3pT41GT>)

Le réseau de désinformation des Émirats arabes unis, dirigé par des spécialistes du spin-doctor du Harbour Group et de Camstoll aux États-Unis, a travaillé avec des blogueurs et des théoriciens du complot pour alimenter ces récits dans le courant dominant républicain et conservateur. Sous le prétexte de « contrer l'extrémisme », l'argent émirati a financé des événements anti-islamistes [...] à la Fondation néoconservatrice pour la défense des démocraties (FDD) et à l'Institut Hudson, le Forum de droite sur le Moyen-Orient. (<https://bit.ly/3bf8kYU>)

En fin connaisseur des affaires moyennes orientales et ces rapports de force, David Hearst écrit à propos du lobbying qu'exerce Youcef Otaiba, ambassadeur des EAU aux États-Unis: « Otaiba, [...], se considère comme un acteur du pouvoir dans son pays hôte... Il peut s'emparer de certaines parties du calendrier présidentiel de Trump. Il peut organiser des rencontres secrètes avec le président[...] et de conclure : « Le monde arabe sera bientôt dominé par des dictatures partageant la même vision. » (<https://bit.ly/3onk7Ip>)

Abou Dhabi a créé aux États-Unis un puissant réseau de décideurs politiques, de think tanks, d'experts et de trolls sur les réseaux sociaux qui, [...] En effet, comme l'indique l'élargissement de l'enquête menée par le procureur spécial américain Robert Mueller, les Émirats pourraient être devenus le plus puissant acteur d'influence à Washington – à égalité avec l'AIPAC – en ce qui concerne la politique américaine au Moyen-Orient. (<https://bit.ly/3s02ukc>)

Le vaste réseau de connaissances personnelles de l'ambassadeur Otaiba[...] lui a permis d'implanter de manière stratégique le discours émirati dans la chambre de résonance conservatrice à Washington. (<https://bit.ly/3s02ukc>) Des dizaines de millions de dollars ont été investis par les Émirats arabes unis non seulement pour acheter de l'influence au sein de think tanks conservateurs existants, tels que le Center for Strategic and International Studies, l'Atlantic Council ou le Middle East Institute, mais aussi pour créer son propre Arab Gulf States Institute. La proximité des membres de think tanks avec des décideurs politiques de Capitol Hill a complété le cercle de l'infrastructure de diffusion du discours émirati au cœur du pouvoir américain. Si par nature, la mission d'Otaiba était à l'origine largement défensive, l'éclosion du Printemps arabe a fait passer la stratégie d'information émiratie à Washington à l'offensive. (<https://bit.ly/3s02ukc>)

Au Royaume-Uni, les lobbyistes des Émirats arabes unis continuent d'empoisonner le discours public en nourrissant les journalistes de droite avec un historique de diffusion des théories du complot islamophobe. En France, le Front national de droite a [...] reçu une aide à la campagne d'un montant de 8 millions d'euros (voir : <https://bit.ly/39mjZmr>) Le récit émirati est une façade derrière laquelle se cachent les contre-révolutionnaires autoritaires du monde arabe pour légitimer la répression, justifier les interventions militaires et faire disparaître les journalistes et les militants[...] le récit dichotomique de la «stabilité autoritaire» contre «l'anarchie islamiste» ne tient pas compte de la zone grise croissante de la société civile libérale dans le monde arabe. (<https://bit.ly/3bf8kYU>) Les Émirats arabes unis ont créé leur propre machine informelle de lobbying qui, contrairement à l'AIPAC, utilise les moyens de la guerre

de l'information de cinquième génération pour altérer non seulement les perceptions des décideurs politiques aux États-Unis, mais aussi l'ensemble de la direction prise par les politiques américaines à l'égard du Moyen-Orient. (<https://bit.ly/3s02ukc>) Tout cet activisme lobbyiste a pour finalité d'enraciner l'image que veut véhiculer les EAU d'elle-même, à savoir *un facteur de l'ordre et de stabilité* fondé sur *un autoritarisme libéral* formant un rempart face à la menace que fait pesait l'islam politique sur la région arabe et sur l'occident.

Diplomatie économique, clientélisation, et corruption

les régimes conservateurs du Golfe, menés par l'Arabie saoudite, se sont lancés dans une contre-révolution globale tout en saisissant les occasions qui s'ouvraient lorsque leurs adversaires stratégiques étaient en difficulté. (Olivier Da Lage, 2013, p. 53) Au début des révolutions arabes, les émirats ont joué la partition de la contre révolution d'une manière collective. C'est dans cet esprit que Abu Dhabi était favorable à la constitution d'un front monarchique contre révolutionnaire qui va de la Péninsule arabique jusqu'au Maroc en passant par la Jordanie. C'est en décembre 2011, que les pays du Golfe ont annoncé l'octroi d'une aide financière de 5 milliards de dollars aux monarchies marocaine et jordanienne lesquelles se sont vu un moment proposer d'intégrer le CCEAG, « au mépris de la géographie ». (voir : Alain Gresh, 2011, p. 8) Cependant, il faut noter le rôle central des EAU dans les orientations collectives. Andrey Kortunov, le directeur général du RIAC, a fait valoir que le rôle de l'hégémonie régionale dans le Golfe est « revendiqué conjointement » par l'Arabie saoudite et les EAU, Abu Dhabi contribuant à « l'idéologie politique et la vision stratégique » de l'alliance. (<https://bit.ly/3pZ5vzr>)

Mais avec le renversement du président égyptien Morsi, les EAU ont pu déployer une diplomatie économique avec des visées de puissance et d'influence, et en solo. En témoigne leur activisme financier vis-à-vis de l'Égypte depuis le retour de l'armée au pouvoir : outre l'annonce, en juillet 2013, d'un don de un milliard de dollars à l'Égypte et d'un dépôt sans intérêts de 2 milliards de dollars à la Banque centrale égyptienne, les EAU ont annoncé en octobre 2013

l'octroi d'une aide de 3,9 milliards de dollars à ce pays. (Emma Soubrier, 2014, p. 129)

Autre mode opératoire émirien, c'est le financement/corruption des partis politiques dans les pays du printemps arabe. En Tunisie, Beiji Caid al-Sebsi, [...] chef du parti d'opposition Nida Tounes, a reçu un cadeau de deux voitures blindées pare-balles offert par les EAU après son accession au pouvoir en 2014. (<https://bit.ly/39gp9jA>) Après que le scandale des deux voitures de luxe est connu du public, un proche d'Essebsi fait éclater une bombe médiatique. En effet, le journaliste Sofian Ben Farhat affirme que le président a révélé lors d'une conversation privée que des responsables émiratis lui avaient demandé de «répéter le scénario égyptien» en échange de garanties d'aide financière[...] La demande serait intervenue juste après l'arrivée d'Essebsi au pouvoir en décembre 2014, à la suite de la première élection présidentielle libre en Tunisie. (<https://bit.ly/2MLJupw>) Le financement émirati des partis politiques tunisiens est confirmé par Abdul Raouf Al-Ayadi (S.G du mouvement Wafa), qui avait déposé une plainte auprès du tribunal pour suspicion d'implication des EAU dans le financement du mouvement Nidaa Tounes. (<https://bit.ly/35mMEqc>)

Concernant le rôle des EAU en Tunisie, le secrétaire général du Parti du courant démocratique d'opposition, Ghazi Shawashy dit qu'il existe des preuves prouvant l'ingérence flagrante des EAU dans la vie politique en contribuant au retour des symboles de l'ancien système que la révolution a renversé, et que le but est de «tirer le tapis sous les pieds de l'islam politique représenté par le mouvement Ennahda ». (<https://bit.ly/35mMEqc>) Ces déclarations font suite à un document divulgué sur Internet intitulé "La stratégie émiratie proposée envers la Tunisie" attribué à l'Emirates Policy Center qui a révélé un "plan émirati" pour coincer l'islam politique et étendre l'influence des Émiratis en Tunisie. Depuis la chute de Ben Ali, les émiriens n'ont jamais cessé de polluer la vie politique tunisienne par le biais de relais médiatique et certains intellectuels et politiciens tunisiens habitués des mondanités et divers formes de cadeaux à Abou Dhabi et Dubaï.

Mais le secteur économique émiratis qui a le plus aidée MBZ a institué une politique de clientélisation, est sans doute le secteur de l'industrie de défense. Les exportations et ventes d'armes émiratis, à certains acteurs de la contre révolution, a donner l'occasion à MBZ d'avoir des clients (tel Sissi et Haftar) fideles à la vision émiratie concernant le monde arabe post-printemps arabe.

Rapprochement stratégique avec l'autoritarisme russe

Afin de consolider le choix autoritaire dans les pays du printemps arabe, les EAU n'hésitent pas à s'ouvrir vers de nouvelles alliances qui ont résisté aux coups du changement à l'exemple du régime d'Assad en Syrie. C'est dans cette optique que se situe le partenariat stratégique signé avec la Russie en juin 2018. Ce rapprochement russo-émarati n'est pas étranger au retournement de la position émirienne vis-à-vis du destin du président syrien et son régime autoritaire. Les effets de se rapprochement ne se sont pas fait attendre. En effet, le jeudi 27 décembre 2018, les émiratis normalisent leurs relations avec l'autoritarisme syrien en rouvrant leurs ambassade à Damas.

Tout en critiquant les autorités, et en participant très tôt à l'armement de la rébellion anti-Assad, les Emirats ont aussi été le réceptacle de l'argent de dignitaires du régime qui y a afflué en proportion bien plus importante que vers les banques libanaises. Ils ont aussi un temps hébergé Bouchra Al-Assad, sœur du président syrien, sous le coup de sanctions. (<https://bit.ly/398fX0x>) Il faut noter aussi, que la coopération entre systèmes autoritaires russe et émirati en matière de lutte contre l'islam politique, remonte à la conférence de Grozny de 2016. (<https://bit.ly/3bdBWpz>). Abu Dhabi considère le rôle de la Russie dans l'architecture de sécurité du Moyen-Orient comme de plus en plus important. Les préoccupations communes et les intérêts communs conduisent à un alignement croissant entre les Russes et les Emiratis (<https://bit.ly/3bdBWpz>).

la Russie a considéré la décision des Émirats arabes unis de rétablir les relations diplomatiques avec la Syrie comme un signe avant-coureur

d'une coopération renforcée. D'éminents analystes, comme Alexander Aksenok, vice-président du Conseil des affaires internationales de la Russie (RIAC), espéraient initialement que le changement de politique des EAU normaliserait les relations de la Syrie avec les autres États arabes et modifierait la position de l'Arabie saoudite sur Assad. (<https://bit.ly/3pZ5vzr>)

Le 31 janvier 2019, le secrétaire du Conseil de sécurité russe Nikolay Patrushev aurait engagé des pourparlers avec le conseiller à la sécurité nationale des EAU, le prince Tahnun bin Zayed Al Nahyan, sur le nord-est de la Syrie, qui a réaffirmé le désir partagé de Moscou et d'Abou Dhabi de contenir l'influence turque dans cette région. Un autre domaine important de coopération entre la Russie et les EAU sur la Syrie est le financement d'un processus de reconstruction dirigé par Assad. En conséquence, la décision des chefs d'entreprise émiratis de se rendre à une foire commerciale de Damas le 30 août, malgré les avertissements américains, a été saluée dans les médias russes. (<https://bit.ly/3pZ5vzr>)

Malgré ce rapprochement avec les russes, il faut jamais perdre de vue l'opposition viscérale des dirigeants émiriens aux Frères musulmans qui permet de mieux comprendre pourquoi les EAU ont été le premier pays du Golfe à annoncer la réouverture de leur ambassade à Damas, en décembre 2018 : un renversement de Bachar Al-Assad en Syrie ne servirait pas les intérêts émiriens si le président syrien était remplacé par des islamistes. (Emma Soubrier, p.63)

Dans le cas du Yémen, et malgré le «non-alignement stratégique» qui a caractérisé la position russe, les EAU et la Russie se sont alignés plus étroitement. (<https://bit.ly/3pZ5vzr>) On voit comment la position commune vis-à-vis des révolutions du printemps arabe par deux régimes autoritaires et directement concerné par les ressorts que pourrait avoir un printemps arabe.

Militarisation et moyens d'intervention

D'une manière générale, les EAU suivent le principe de non-ingérence dans les affaires internes des autres pays. Ils tentent ainsi de trouver des solutions pacifiques aux différends géopolitiques avec les

pays voisins lorsque ceux-ci se posent. (Philippe Boulanger, 2009, p. 71). Or, cette non-ingérence va céder la place un interventionnisme agressif pour contrer la vague démocratique qui frappait la région arabe, porté par ce qu'on peut appeler *une diplomatie de défense* (voir : Anne De Luca, 2013). Afin de déployer cette politique étrangère et la rendre efficace, les EAU ont eu recours à plusieurs moyens et modes opératoires.

Mercenaires et entreprises de sécurité privée : Avant d'aborder la question de l'emploi des mercenaires et des entreprises de sécurité privée, il convient de faire un aperçu sur l'ouverture de l'armée émirienne aux étrangers. Le rôle des entreprises privées de sécurité dans les conflits au Moyen-Orient a été lié à de nombreux rapports de violations des droits de l'homme, mais leur rôle central dans la gestion de l'armée des EAU est rarement examiné. (<https://bit.ly/38hSWsP>)

Engagés dans la guerre au Yémen [...], les EAU s'appuient fortement sur l'expertise étrangère pour transformer et guider leur armée. « Il me semble que c'est la manière dont les EAU utilisent et intègrent des étrangers et apprennent d'eux qui a probablement été – si nous devons en choisir un – le facteur central de la capacité militaire émiratie », a indiqué David Roberts, professeur adjoint au King's College de Londres et spécialiste des affaires du Golfe. (<https://bit.ly/398hvaR>) Une entreprise émiratie, Knowledge Point, emploie un grand nombre d'anciens officiers américains chargés de former et de conseiller les forces émiraties. Selon Becca Wasser, analyste politique à la Rand Corporation spécialisée dans les politiques de défense et étrangères des États-Unis au Moyen-Orient, les forces émiraties ont bénéficié de formations aux côtés des forces américaines et françaises, ainsi que de leur déploiement en Afghanistan. Elle a néanmoins ajouté que l'armée émiratie dépendait des étrangers qu'elle engage pour demeurer opérationnelle. (<https://bit.ly/398hvaR>)

Mais avant de se pencher sur la manière avec laquelle les EAU ont instrumentalisé le mercenariat dans différents pays arabes, il convient de signaler un fait important. En 2010, le fondateur de Blackwater,

Erik Prince, a été chargé de constituer aux EAU une armée de mercenaires destinée à affronter tout soulèvement potentiel de travailleurs ou en faveur de la démocratie. <https://bit.ly/398hvaR> Là en se trouve en face d'une réalité qui témoigne du prolongement émiratie de la guerre que mène Abou Dhabi contre la démocratie sur la scène intérieure au monde arabe.

Pour mesurer la place qu'occupent les mercenaires et les entreprises de sécurité privée, on va se pencher sur le cas de la participation émirienne à l'intervention militaire au Yémen.

Les faits remontent à 2015 : l'entreprise militaire (Spear Operations Group appartenant à Abraham Golan) [...] aurait envoyé des hommes au Yémen pour assassiner Anssaf Ali Mayo, leader du parti al-Islah, (<https://bit.ly/3ogpcSOla>) branche frériste au Yémen. Golan explique qu'on lui avait explicitement demandé d'aider à « perturber et à détruire » al-Islah, qu'il qualifie de « branche politique d'une organisation terroriste ». (<https://bit.ly/3ogpcSO>) Pour cet assassinat à la carte, L'équipe recevrait 1,5 million de dollars. (<https://bit.ly/3ogpcSO>) Il y'a lieu aussi de signaler que Les Émirats arabes unis ont également été accusés d'avoir envoyé des centaines de mercenaires latino-américains, des membres de l'armée de mercenaires fondée par Prince, au combat au Yémen. (<https://bit.ly/398hvaR>) Les Janjawid soudanais, les Colombiens, les soldats sud-africains et d'autres troupes étrangères sont tous entraînés et envoyés par d'anciens experts militaires de France, du Royaume-Uni et d'Australie dans la garde présidentielle des EAU. (<https://bit.ly/38hSWsP>) L'Australien Mike Hindmarsh est à la tête de la Garde présidentielle des Émirats arabes unis, considérée aujourd'hui comme l'une des meilleures forces de combat du monde arabe et active au Yémen[...] La Garde présidentielle serait à la tête du contingent émirati au Yémen. (<https://bit.ly/398hvaR>)

En 2017, des rapports ont indiqué que le gouvernement d'Abou Dhabi employait une entreprise créée par Éric Prince, nommée Reflexe Response. Une entreprise chargée de former l'armée émiratie, mais aussi soupçonnée de fomenter une guerre privée contre l'Iran. En Libye, c'est une autre entreprise de Prince, Frontier Services Group

qui servira de force aérienne pour le général Khalifa Haftar, en installant une base de drones et d'avions d'attaque au sol en Libye, au profit des EAU. (<https://bit.ly/3ogpcSO>)

En Somalie, la même entreprise (Groupe des Services aux Frontières FSG. Ndlr) est responsable des «services de sécurité» pour les services de développement occidentaux près de Mogadiscio. Et au Soudan du Sud, FSG est embauché pour piloter des avions de combat au-dessus des champs pétrolifères les plus récents du monde afin d'assurer leur protection. Partout où les EAU cherchent à pousser leur politique étrangère à l'étranger, FSG peut être trouvé, à maintes reprises, pour assurer la «sécurité» dans ces pays. (<https://bit.ly/38hSWsP>)

De manière très offensive, ce sont les EAU qui ont les premiers installé une base aérienne avancée en Libye, révélée par la revue spécialisée britannique *Jane's* en octobre 2016 (<https://bit.ly/2XigTtP>) En outre, un rapport de l'ONU a révélé que les EAU ont fourni des hélicoptères et des avions de combat au général libyen en violation d'un embargo international sur les armes. (<https://bit.ly/3bfixEG>) La lettre confidentielle *Intelligence Online* révélait que la majorité des avions d'attaque au sol étaient opérés non pas par des Émiratis mais par des entrepreneurs américains qui travaillaient secrètement pour Erik Prince. (<https://bit.ly/2XigTtP>)

Tous les cas cités en haut, permettent de dire que le déploiement militaire émirien à l'étranger est du en grand partie au savoir faire militaire des ces mercenaires, et ça en soi finira par poser de vraies questions aux émiratis quand les rapports de force changeront ou que l'argent du pétrole viendra à manquer.

Milices et prisons secrètes : sous-traiter la guerre : Afin de mieux saisir la façon avec laquelle les EAU ont instrumentalisé les milices et faire usage de prisons secrètes dans leur guerre contre l'islam politique, il faut se pencher sur le cas de la Libye, et surtout du Yémen.

Un fournisseur majeur de véhicules blindés, de mortiers, de fusils, de pistolets et de mitrailleuses vendus illégalement à des milices

agissant en dehors de tout contrôle et accusées de crimes de guerre et d'autres graves exactions : voilà comment la dernière enquête publiée le 6 février 2019 par Amnesty International qualifie les EAU[...] Cependant, une nouvelle menace se fait jour. Le Yémen est en train de devenir un repaire pour les milices soutenues par les EAU, qui ne sont généralement pas soumises à l'obligation de rendre des comptes », souligne Patrick Wilcken, chercheur sur le contrôle des armes et les droits humains à Amnesty International. (<https://bit.ly/3or7iNu>) « Les EAU ont financé et soutenu la création de forces armées qui ne sont subordonnées à personne remettant ainsi Aden entre les mains de milices », expliquait à l'époque Fahmi al-Sakkaf, un membre du Mouvement du Sud. (<https://bit.ly/3or7iNu>)

Les groupes armés qui bénéficient de ces ventes d'armes douteuses, selon Amnesty International – les « Brigades des Géants », la Brigade al Hizam (Forces de la ceinture de sécurité) et les Forces d'élite – sont entraînés et financés par les EAU, mais ne sont placés sous le contrôle d'aucun gouvernement. (<https://bit.ly/3or7iNu>) Certains d'entre eux sont accusés d'avoir commis des crimes de guerre, notamment pendant l'offensive contre la ville portuaire d'Hodeïda et dans le réseau de prisons secrètes soutenu par les EAU dans le sud du Yémen.

Si des troupes émiraties ont été déployées au Yémen et ont joué un rôle clé, une grande partie des combats a été sous-traitée à leurs alliés locaux opposés aux Houthis. Selon McFate, l'ancien mercenaire, cette politique abaisse les barrières de l'entrée en guerre. « Être capable de sous-traiter la guerre, cela semble être la promesse d'une multiplication des guerres à l'avenir ; c'est ce qui rend cela si dangereux », a-t-il observé. (<https://bit.ly/398hvaR>)

Au Yémen, les Émirats arabes unis continuent de se servir des intermédiaires d'al-Qaïda pour mettre à mal le parti al-Islah dans le bastion rebelle assiégé de Ta'izz. Un rapport confidentiel de l'ONU sur le Yémen [...] a souligné l'émergence à Ta'izz du cheikh Abou al-Abbas, commandant salafiste opposé aux Houthis.» « Abou al-Abbas reçoit un soutien financier et matériel direct des EAU, a indiqué le rapport. (<https://bit.ly/3onk7Ip>)

En outre, Les EAU dirigent un réseau de centres de détention et de torture dans le sud du Yémen, où « disparaissent » des milliers de terroristes présumés et où, dans une stricte division du travail, « les EAU torturent tandis que les États-Unis interrogent ». Les EAU ont bel et bien mis en place une structure de sécurité parallèle dans le sud du Yémen, où les troupes locales prennent uniquement leurs ordres d'Abou Dhabi. (<https://bit.ly/2LorK2K>)

En Libye, même politique avec le même mode opératoire servant le même objectif : anéantir toute influence politique des frères musulmans et faire barrage à toute éventualité d'une vraie transition démocratique portée par la société civile.

MBZ s'est engagé sans réserve aux côtés de Haftar, voyant en lui le meilleur rempart à l'influence en Libye des Frères musulmans. (<https://bit.ly/38oPexz>) Mustafa Abu Shaqur, ancien Premier ministre libyen et membre de la Chambre des représentants réunie à Tobrouk, dans l'est de la Libye, a indiqué qu'il existe des témoignages confirmant l'existence d'une branche secrète de la prison de Garnada à Shahat appartenant à Munir Belaz et Rabi` al-Sharif, et des prisons secrètes dans la banlieue de Benghazi appartenant à Salah Huwaidi et Mahmoud Al-Warfalli, tous fidèles à l'opération Dignité menée par Haftar. Il a également accusé les forces soutenues par les EAU d'avoir commis des cas de torture et d'agression sexuelle documentés au Département de la sécurité intérieure à al-Kweifyah, à l'est de Benghazi, en plus de nombreuses violations, y compris des agressions physiques contre des journalistes. (<https://bit.ly/3nrueal>)

Après une relative accalmie, Haftar relance les hostilités en avril 2019, afin de torpiller un règlement du conflit par l'ONU. Là encore, les Emirats pèsent de tout leur poids en faveur de cette nouvelle guerre civile[...] Incapable de remporter un succès militaire décisif, MBZ contribue néanmoins à la démission de l'émissaire de l'ONU en Libye. Il convainc ensuite Trump d'opposer son veto à la nomination à ce poste de l'ancien ministre algérien des Affaires étrangères, considérant qu'il n'est pas assez favorable à Haftar. Le poste demeure toujours vacant, du fait de cette politique du pire d'Abou Dhabi. (<https://bit.ly/38oPexz>)

In fine, et comme l'a indiqué Jean Pierre Filiu, grand spécialiste du monde musulman, au Yémen comme en Libye, l'escalade militariste des Emirats a porté un coup sévère aux médiations de paix de l'ONU et à l'autorité des gouvernements reconnus par la communauté internationale. Elle a accentué la fragmentation milicienne de ces deux pays (Libye, Yémen) déjà très exposés à une telle décomposition. En outre, Mohammed Ben Zayed a, par ses surenchères, favorisé l'implication de ses adversaires régionaux, l'Iran au Yémen et la Turquie en Libye. Le choix du tout-militaire aboutit ainsi au résultat inverse de celui recherché. (<https://bit.ly/38oPexz>)

Conclusion

L'analyse de la dynamique contre-révolutionnaire qui a caractérisé la politique étrangère émirienne entre 2011 à 2020, permet de présenter les conclusions suivantes :

- La dynamique militarisée contre révolutionnaire développé par les EAU, a permis de faire passer la politique étrangère émirienne d'une non ingérence traditionnelle dans son système régional (interventionnisme dans un cadre multilatéral), à un interventionnisme unilatéral au service d'intérêts nationaux clairement définis selon une vision très personnelle propre à MBZ.
- La guerre des Emirats contre l'islam politique (frères musulmans) a donné la possibilité aux émiratis d'instituer un clientélisme vis-à-vis de certains régimes arabe par le biais du financement des contre révolutions, et contrats d'armes comme c'est le cas de l'Egypte de Sissi et Haftar en Libye.
- Le comportement des EAU face au printemps arabe a amplifié l'instabilité régionale ce qui a fait naitre de grandes menaces de déstabilisations pour les régimes que les émiriens voulaient stabiliser.
- La dynamique émirienne contre-révolutionnaire a permis l'entrée militarisée en force de nouveaux acteurs sur la scène des opérations comme le cas des turques et des russes.
- L'articulation de la présence militaire émiratie dans les pays du printemps arabes autour de mercenaires, et milices, et sous-traitance de la guerre, a favorisé l'avènement de nouveaux acteurs locaux au détriment des acteurs traditionnel qui assureraient un certain équilibre dans ces pays construit

sur une base tribale et confessionnel, ce qui menace de faire perpétuer ces guerres et cette violence.

Références bibliographiques

Livres

- Gunet, P. (2017). Les Émirats et l'islam politique ou le syndrome des montagnes russes. *C. Freer et. al., Les Émirats arabes unis*, France, Fondation pour la recherche stratégique, 27-33.
- Rickli, J. M. (2016). The Political Rationale and Implications of the United Arab Emirates' Military Involvement in Libya. *Political Rationale and International Consequences of the War in Libya*, Oxford, 54-134.
- Steinberg, G. (2020). Regional power United Arab Emirates: Abu Dhabi is no longer Saudi Arabia's junior partner, Berlin, German Institute for International and Security Affairs, SWP Research Paper.

Articles :

- Boulanger, Ph. (2009). Les défis géopolitiques d'une nouvelle puissance régionale : Les Émirats arabes unis, *Hérodote*, (133), 58- 91.
- Da Lage, O. (2013). Les Monarchies Du Golfe Face Au « Printemps Arabe » : Obsession De L'Iran Et Contre-révolution, *Les Cahiers de l'Orient*, (109), 53-63.
- De Luca, A. (2013). Diplomatie de défense et printemps Arabe. Les nouveaux enjeux de la présence française dans le Golfe persique. *ASPJ Afrique & Francophonie*, (2e trimestre), 13-24.
- Gresh, A. (2011). Séisme géopolitique au Proche-Orient. *Le Monde diplomatique*, (décembre). 8.
- Megerisi, T. (2020). Les enjeux géostratégiques de la guerre civile en Libye. *Bulletin de la Sécurité Africaine*, (37), 1-11.
- Soubrier, E.(2020). Les Emirats arabes unis à la conquête du monde ?. *Politique Etrangère*, (1), 57-66.
- Soubrier, E. (2014). La diplomatie économique des pays du Golfe à l'aune du printemps arabe : du rayonnement à la puissance. *L'Annuaire de l'Afrique du Nord*, 123-135.
- Thomas, A. (2020). Islamisme, livraisons d'armes, et désinformation : le rôle des puissances régionales dans le conflit Libyen. *Fondation pour la Recherche Stratégique*, (43), 1-10.

Sites Web :

- خميس بن بريك، " التمدخل الإماراتي بتونس.. إستراتيجية لخلط الأوراق"، <https://bit.ly/35mMEq>، تاريخ التصفح: 2020/12/02.
- MOHAMMEDI, Adlène. Les Emirats, parrains du parti de l'ordre dans le monde arabe. <https://bit.ly/2Xhtldq> , Consulté le 26/11/2020.
 - Khariaf, Akram. Des mercenaires américains racontent les assassinats ciblés au Yémen au profit des Émirats. <https://bit.ly/3ogpcSO>, consulté le 29/11/2020.
 - Khariaf, Akram. L'expansionnisme militaire arabe, une des conséquences des révoltes de 2011. <https://bit.ly/2XigTtP>, consulté le 30/11/2020.
 - Krieg, Andreas. The UAE's War Over Narratives in Brussels. <https://bit.ly/3pT41GT>, consulté le 26/11/2020.
 - Krieg, Andreas. Laying the 'Islamist Bogeman' to Rest. <https://bit.ly/3bf8kYU>, consulté le 26/11/2020.
 - Krieg, Andreas. Comment les Émirats se sont unis à l'AIPAC pour s'emparer de Washington. <https://bit.ly/3s02ukc>, consulté le 30/11/2020.
 - Law, Bill LAW. La « petite Sparte » du Golfe a de grandes ambitions militaires. <https://bit.ly/2XjAVUV>, consulté le 30/11/2020.
 - Hearst, David HEARST. Ce que les Émirats arabes unis craignent le plus : la démocratie. <https://bit.ly/3onk7Ip>, consulté le 28/11/2020.
 - Cafiero, Giorgio. Understanding Russia And The UAE's Special Partnership. <https://bit.ly/3bdBWpz>, consulté le 26/11/2020.
 - Reimann, Jakob. Abou Dhabi en quête d'un huitième émirat au Yémen. <https://bit.ly/2LorK2K>, consulté le 30/11/2020.
 - Merrill, Jamie, Ayesh, Mohammad, Libye : les Émirats arabes unis enfrennent l'embargo de l'ONU en fournissant des armes à Haftar . <https://bit.ly/3bfixEG>, consulté le 01/12/2020.
 - Filiu, Jean-Pierre. Les guerres perdues des Emirats arabes unis. <https://bit.ly/38oPexz> , consulté le 13/12/2020.
 - Kestler-D'amours Jillian . Tunisia airline row: UAE 'political miscalculation'? . <https://bit.ly/3nmLnpa>, consulté le 03/12/2020.
 - Wood, Josh. La guerre en sous-traitance : comment l'armée émiratie est renforcée par les mercenaires. <https://bit.ly/398hvaR>, consulté le 29/11/2020.

- Laske, Karl. Marine TURCHI, « Un prêt émirati de 8 millions d'euros a sauvé le Rassemblement national. <https://bit.ly/39mjZmr> , consulté le 03/01/2021.
- Abdelaziz, Khalid , Georgy, Michael, El Dahan, Maha. Exclusive: Sudan militia leader grew rich by selling gold. <https://reut.rs/3bjTj8d>, consulté le 07/12/2020.
- Stephan, Laure. Syrie : les Emirats arabes unis rouvrent leur ambassade à Damas. <https://bit.ly/398fX0x>, consulté le 25/11/2020.
- Fabre, Léa. Enjeux géohistoriques et politiques de la conscription aux Emirats arabes unis. <https://bit.ly/3bf9YK4>, consulté le 13/12/2020.
- Atkinson, Mary ATKINSON ,« 'Luxury' cars and a foreign funding scandal in Tunisia», <https://bit.ly/39gp9jA>, consulté le 05/12/2020.
- F. Worth, Robert. Pour Mohamed Ben Zayed, l'autoritarisme est l'avenir du Proche-Orient. <https://bit.ly/3bqPdeq>, consulté le 18/12/2020.
- Ramani, Samuel. Russia exploits the Saudi-UAE divergence. <https://bit.ly/3pZ5vzr>, consulté le 02/12/2020.
- Boussois, Sébastien. Tribune. Les Emirats, maîtres de la contre-révolution arabe. <https://bit.ly/38l383X>, consulté le 26/11/2020.
- Gennoushi, Soumaya. La démocratie et l'axe arabe de la tyrannie. <https://bit.ly/38jN56n>, consulté le 28/11/2020.
- «Abu Shagour: les armes émiraties tuent les Libyens », <https://bit.ly/3nrueal>, consulté le 03/12/2020.
- « Row in Tunisia over claims that UAE is buying political influence », <https://bit.ly/2MLJupw>, consulté le 05/12/2020.
- « The UAE is 'employing' Blackwater to run its army », <https://bit.ly/38hSWsP>, consulté le 29/11/2020.
- « UAE Islamists convicted for plotting government coup », <https://bbc.in/3nma7he>, consulté le 01/12/2020.
- « Yémen : nouvelles accusations sur l'implication des Émirats arabes unis », <https://bit.ly/3or7iNu>, consulté le 28/11/2020.